pôle emploi

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
MIDI-PYRÉNÉES

BILAN du marché du travail en 2013

RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

Dans le cadre de leur mission d'observation du marché du travail, Pôle emploi et la Direccte de Midi-Pyrénées publient mensuellement les résultats sur l'évolution du marché du travail. Ce bilan vient apporter un éclairage plus approfondi sur l'offre et la demande d'emploi pour l'année 2013 en présentant les principaux traits et évolutions de la région.

Si Midi-Pyrénées figure parmi les 5 régions créatrices d'emploi de la métropole, elle connaît également le quatrième taux d'accroissement de la demande d'emploi du pays. L'augmentation de la demande d'emploi concerne tous les départements mais avec une intensité et des formes différentes selon l'âge des demandeurs, leur niveau de formation, leur sexe et selon la nature du tissu économique local. Cette analyse conduit à identifier des problématiques particulières telles que la part croissante du chômage de longue durée, les difficultés persistantes d'insertion des demandeurs d'emploi seniors ou bien des jeunes diplômés. Dans ce contexte, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi diminuent en 2013, même si les besoins en recrutement demeurent importants pour certains métiers.

Comme le montre le dernier chapitre consacré aux interventions de l'État, la mobilisation des principaux dispositifs publics est en phase avec les problématiques de maintien et d'insertion dans l'emploi : progression des contrats aidés grâce aux emplois d'avenir, soutien aux formations en alternance et accroissement des heures indemnisées pour les entreprises en sous-activité.

Depuis la crise de 2008, l'économie française peine a retrouver un rythme de croissance soutenu. L'année 2013 se clôture ainsi sur une hausse modeste du produit intérieur brut à hauteur de 0,3 %. Toutefois, l'emploi salarié n'a pas bénéficié de cette croissance puisqu'il recule de 0,2 % au niveau national, malgré une reprise à la fin de l'année portée par l'intérim.

En Midi-Pyrénées, les chiffres d'affaires des entreprises ont connu un accroissement modéré de 0,3 %, soit une augmentation moins prononcée que l'année précédente. La situation diffère selon leur taille : les grandes entreprises ont vu leurs volumes d'affaires s'améliorer tandis que les PME et TPE ont eu une activité en recul. Le secteur de l'industrie, soutenu par le dynamisme de la construction aéronautique et spatiale, et les activités de services ont notamment accru leurs volumes d'affaires. En revanche, le secteur de la construction est resté confronté à une chute d'activité pour la deuxième année consécutive. L'économie régionale, malgré les incertitudes de la conjoncture, a toutefois permis un léger accroissement de l'emploi et, notamment, de l'emploi intérimaire.

Pour autant, le mouvement de créations d'emploi n'a pas eu l'intensité suffisante pour faire face à l'accroissement des actifs qui se présentent sur un marché du travail régional toujours attractif. Ainsi la part des chômeurs dans la population active s'est accrue pour la 3° année consécutive.

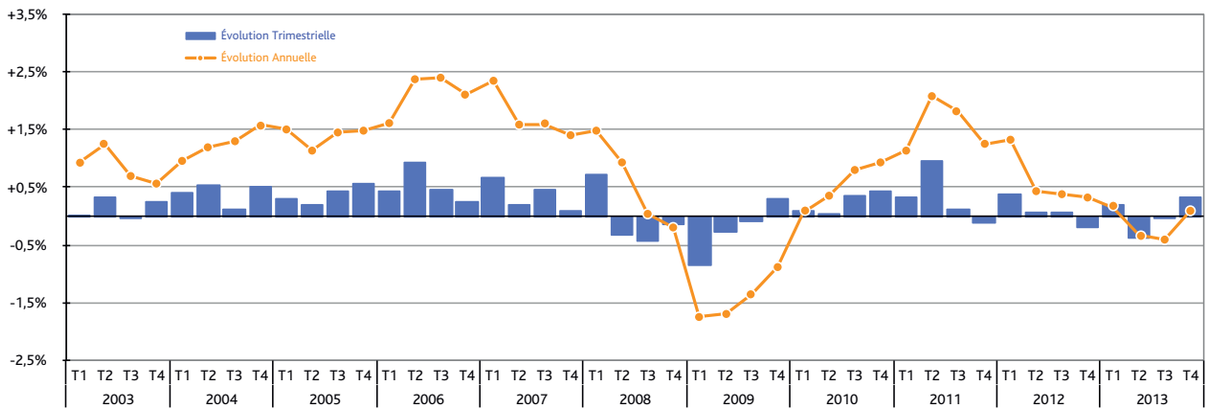
LÉGÈRE PROGRESSION DE L'EMPLOI ET UNE DEMANDE D'EMPLOI QUI NE CESSE D'AUGMENTER

Midi-Pyrénées, une des seules régions à créer de l'emploi en 2013

À fin décembre 2013, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles enregistre une progression de 0,1 % sur un an, après une augmentation de 0,3 % en 2012 (selon l'INSEE). Dans ce contexte, la région Midi-Pyrénées crée près de 600 emplois sur l'année 2013 portant à près de 663 200 le nombre de salariés en Midi-Pyrénées. Sur la même période, la situation est plus défavorable au niveau national. Les effectifs salariés marchands en France se réduisent et font notamment état d'une perte de près de 30 000 emplois (-0,2 %).

Ainsi, Midi-Pyrénées fait partie des cinq régions françaises, avec Provence Alpes Côte d'Azur (+0,7 %), l'Ile de France (+0,3 %), la Corse (+0,3 %) et l'Auvergne (+0,1 %) à créer des emplois en 2013. Ses atouts économiques, tels que la construction aéronautique et spatiale ont permis d'atténuer les effets de la dégradation économique nationale. Ainsi, la fabrication de matériel de transport génère à elle seule la création de près de 1 300 emplois sur un an.

Évolutions de l'emploi salarié marchand



Sources : Insee, estimation d'emploi
Champ : Midi-Pyrénées, emploi salarié dans les secteurs essentiellement marchands (hors agriculture)

L'année 2013 se termine par une note positive au niveau de l'emploi, que ce soit en évolution trimestrielle ou bien annuelle. La progression de l'emploi au dernier trimestre 2013 est la plus forte observée depuis le second trimestre 2012. Pour autant, la région ne parvient pas cette année encore à retrouver son rythme de croissance d'avant crise.
Néanmoins, les résultats sont encourageants après un début d'année en demi-teinte. Malgré une perte d'emploi au second et troisième trimestre 2013, ce sont près de 2 000 postes qui ont été créés durant le quatrième trimestre.

Après deux années consécutives portées par l'industrie, la croissance régionale s'appuie cette année sur le tertiaire (+0,5 %). Le secteur industriel continue de contribuer à l'économie régionale mais dans une moindre mesure. La hausse des effectifs salariés du secteur industriel s'élève à 0,3 %. À l'inverse, la situation se dégrade sensiblement dans la construction. En difficulté depuis plusieurs années, ce secteur affiche un repli sans précédent depuis dix ans avec la destruction de 2 300 postes entre fin 2012 et fin 2013 (-3,5 % d'évolution annuelle au quatrième trimestre 2013).

Secteur d'activité	Nombre de salariés au 4e trimestre 2013 en Midi-Pyrénées	Évolutions trimestrielles		Évolutions annuelles	
		Midi-Pyrénées	France métropolitaine	Midi-Pyrénées	France métropolitaine
Industrie	147 166	+0,2 %	-0,3 %	+0, 3 %	-1,6 %
Construction	62 736	-1,1 %	-0,6 %	-3,6 %	-1,8 %
Tertiaire	453 264	+0,6 %	+0,3 %	+0,6 %	+0,4 %
Total	**663 166**	**+0,3 %**	**+0,1 %**	**+0,1 %**	**-0,2 %**

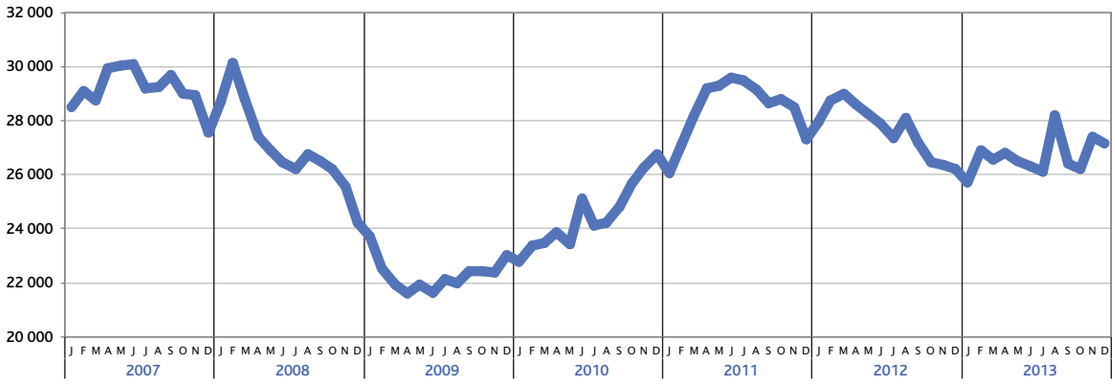
Source : Insee, estimation d'emploi
Champ : Midi-Pyrénées, emploi salarié dans les secteurs essentiellement marchands (hors agriculture)

Véritable indicateur avancé de l'emploi, l'intérim* constitue une variable d'ajustement pour les entreprises que ce soit en période de ralentissement ou de reprise économique.
Globalement, au cours de l'année 2013, le nombre de salariés travaillant dans le secteur de l'intérim a augmenté faiblement. Au final, la hausse s'élève à 3,7 % sur un an portant à 27 200 le nombre d'intérimaires en décembre 2013 (source Pôle emploi).

** En raison de la forte variabilité journalière de cet indicateur, le nombre d'intérimaires en fin de mois est calculé sur la moyenne des cinq derniers jours ouvrés du mois.*

Pour autant, la région n'égale pas le niveau national où la hausse de l'intérim atteint 6,9%.
En ce qui concerne les secteurs d'activité, plus de deux intérimaires sur cinq travaillent dans l'industrie. L'emploi intérimaire est également présent dans le secteur du tertiaire (30 % des intérimaires travaillent dans ce secteur) et dans le secteur de la construction (27 %). Le poids de l'agriculture est faible dans l'emploi intérimaire.

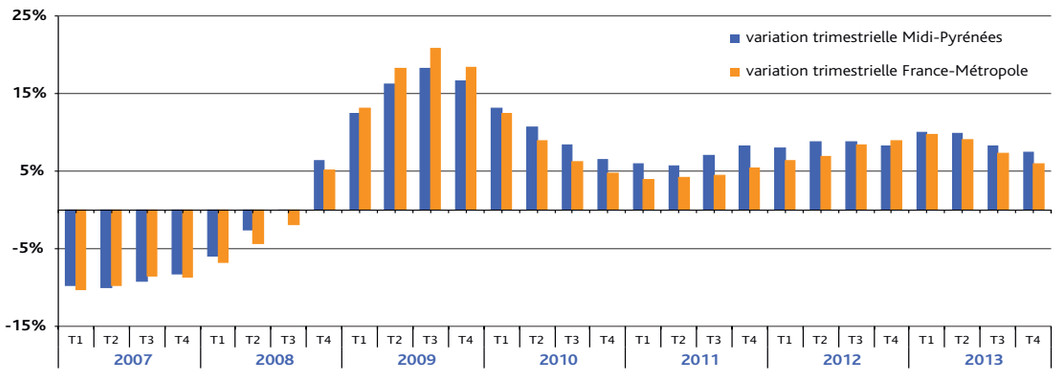
Évolutions du nombre d'intérimaires en Midi-Pyrénées



Source : Pôle emploi, données CVS

Au cours de l'année 2013, Pôle emploi Midi-Pyrénées a collecté plus de 136 250 offres d'emploi. Cet indicateur est toujours orienté défavorablement. Il enregistre un repli de 11,4 % en évolution cumulée sur un an. La baisse touche tous les types de contrat. Les contrats à durée indéterminée qui représentent 32 % des emplois proposés, reculent le plus fortement (-15,4 % en cumul annuel). Les contrats à durée déterminée, enregistrent quant à eux, un repli de 2,5 %.
Le recours au chômage partiel progresse une nouvelle fois en 2013. Les intempéries de juin 2013 sont une des causes de cette augmentation. Sur l'ensemble de l'année, plus de 770 établissements ont eu recours au chômage partiel avec plus de 660 000 heures non travaillées soit une hausse de 56 %.
En lien avec le ralentissement de l'emploi en Midi-Pyrénées, les licenciements économiques sont plus nombreux qu'en 2012. Près de 6 240 licenciements économiques ont été comptabilisés soit une hausse de 5,5 % par rapport à l'année précédente.
Au quatrième trimestre 2013, le taux de chômage s'établit à 10,0 % de la population active. Ce taux est supérieur de 0,1 point à celui observé au plan national et présente une progression de 0,1 point en comparaison avec le dernier trimestre 2012.
La région Midi-Pyrénées totalise près de 240 700 demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC à fin 2013 (données corrigées des variations saisonnières). Le nombre de demandeurs d'emploi progresse de manière quasi continue depuis le second semestre 2008 même si le rythme est moins soutenu depuis le second trimestre 2013. La hausse s'élève à 7,4 % en Midi-Pyrénées contre +6,0 % au niveau national à fin 2013. Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont les plus fortement touchés. Ainsi, la croissance modérée de l'emploi salarié en 2013 en Midi-Pyrénées ne permet pas d'absorber l'augmentation de la population active.
Sur l'année 2013, l'activité économique donnait quelques signes d'amélioration en Midi-Pyrénées. Ainsi, grâce au dynamisme des secteurs industriel et tertiaire, la région Midi-Pyrénées reste moins impactée que les autres régions françaises. L'année 2014 demeure incertaine compte tenu des faibles perspectives d'évolution de l'activité économique.

Évolutions trimestrielles du nombre de demandeurs d'emploi (cat ABC)



Source : DIRECCTE- Pôle emploi, données CVS

CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE D'EMPLOI

La demande d'emploi de catégorie ABC croît en 2013 pour la sixième année consécutive, mais le rythme ralentit au second semestre

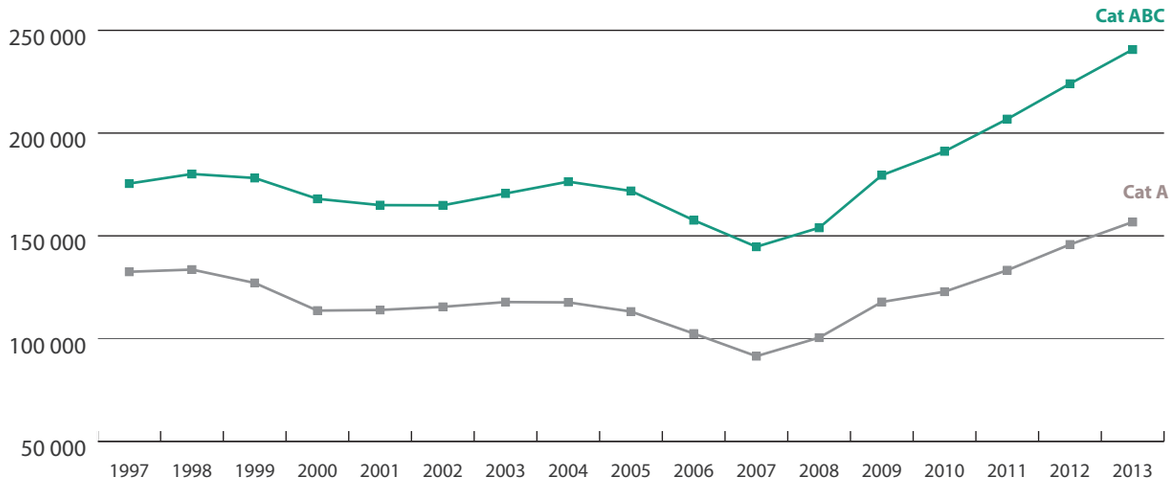
Avec une progression annuelle de la demande d'emploi de 7,4 % en 2013, la hausse atteint 66 % en Midi-Pyrénées depuis fin 2007 (+ 59 % en France métropolitaine). A fin décembre 2013, les 240 700 personnes inscrites à Pôle emploi dans les catégories ABC représentent 86,9 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Parmi elles, 156 700 n'ont eu aucune activité durant le mois de référence (catégorie A), à l'inverse des catégories B et C qui ont exercé une activité inférieure (cat. B) ou supérieure (cat. C) à 78 heures. A fin 2013, 35 % des demandeurs d'emploi en catégorie ABC ont exercé une activité dans le mois de référence. Alors qu'en décembre 1996 un demandeur d'emploi sur cinq avait exercé une activité, cette proportion a régulièrement progressé pour se stabiliser légèrement au dessus d'un tiers depuis 2004.

Avec les catégories D et E, on obtient un total régional de 277 100 demandeurs d'emploi. La catégorie D regroupe les demandeurs d'emploi en formation et les bénéficiaires d'une Convention de Sécurisation Professionnelle (CSP), dispositif d'accompagnement de 12 mois maximum des salariés licenciés pour motif économique. Leur nombre augmente faiblement après la forte hausse de 2012. En catégorie E, on comptabilise notamment les bénéficiaires de contrats aidés ou ceux en création d'entreprise. Cette population progresse en 2013, notamment durant le second semestre avec l'accélération de la mise en place des emplois d'avenir.

	DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS		
	à fin décembre 2012	à fin décembre 2013	évolutions annuelles
Tenus de faire des actes positifs d'emploi	**224 013**	**240 658**	**+7,4 %**
Cat. A : sans emploi	145 791	156 731	+7,5 %
Cat. B et C (activité réduite courte et activité réduite longue)	78 222	83 928	+7,3 %
Non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi	**34 689**	**36 396**	**+4,9 %**
Cat. D : sans emploi (stage, formation, maladie...)	13 682	13 897	+1,6 %
Cat. E : en emploi (contrats aidés, création d'entreprise...)	21 007	22 499	+7,1 %
Total	**258 702**	**277 054**	**+7,1 %**

Données CVS - Source DIRECCTE, Pôle-emploi

Évolutions du nombre de demandeurs d'emploi depuis 1997



Données CVS - Source DIRECCTE, Pôle-emploi

La demande d'emploi progresse plus fortement en Haute-Garonne

Les huit départements de Midi-Pyrénées connaissent une sixième année consécutive de progression de la demande d'emploi en catégories ABC. Comme cela avait déjà été le cas en 2009 et 2010, la Haute-Garonne est le département ayant la plus forte progression sur l'année : le dynamisme démographique de la métropole toulousaine explique sans doute en partie cette évolution plus défavorable de la demande d'emploi dans ce département et ce malgré la hausse continue de l'emploi salarié.

La Haute-Garonne se caractérise également par une hausse plus élevée de la demande d'emploi des seniors ; la suppression de la dispense de recherche d'emploi ainsi que l'allongement de la durée de cotisation impactent la demande d'emploi des seniors. Ils sont plus nombreux dans le département en raison d'une entrée plus tardive sur le marché du travail (études plus longues et main d'oeuvre plus diplômée).

	DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (CAT ABC - DONNÉES CVS)		
	Décembre 2013	Part	Évolution annuelle 2013
Ariège	12 786	5 %	+5,1 %
Aveyron	15 316	6 %	+7,3 %
Haute-Garonne	117 995	49 %	+8,9 %
Gers	11 759	5 %	+8,6 %
Lot	11 751	5 %	+4,3 %
Hautes-Pyrénées	19 146	8 %	+5,0 %
Tarn	30 418	13 %	+5,5 %
Tarn-Et-Garonne	21 487	9 %	+7,2 %
Midi-Pyrénées	**240 658**	**100 %**	**+7,4 %**

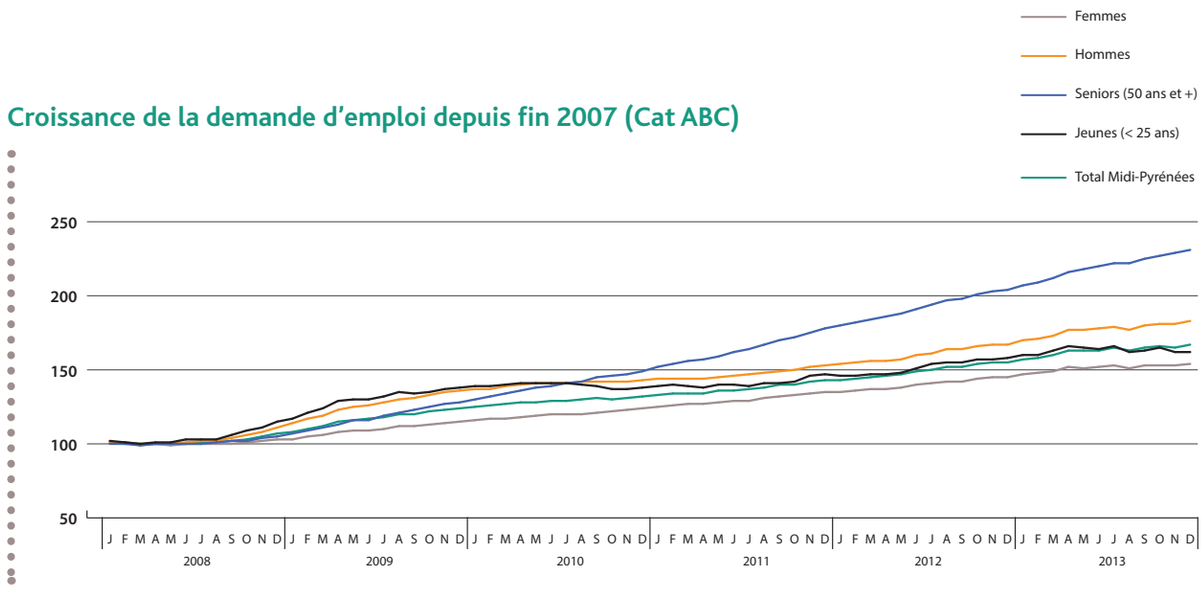
Données CVS - Source DIRECCTE, Pôle-emploi

Croissance de la demande d'emploi depuis fin 2007 (Cat ABC)

Les Hautes-Pyrénées ont connu une faible hausse de la demande d'emploi en 2013, notamment pour les seniors. C'est également le seul département où la demande d'emploi féminine s'est davantage dégradée que la demande d'emploi masculine. L'Ariège est le département où la situation des jeunes s'est le plus améliorée avec un repli de 5,7 % du nombre de jeunes demandeurs d'emploi sur l'année.

L'Aveyron a évolué comme la région en 2013, mais la forte dégradation de la demande d'emploi au début de la crise en fait le département connaissant la plus forte augmentation sur les 6 dernières années avec le Gers. Dans ce dernier département, l'évolution de la demande d'emploi des jeunes est particulièrement défavorable, que ce soit sur un ou sur six ans. C'est dans le Lot que la demande d'emploi a le moins augmenté en 2013, en particulier pour les femmes. En revanche, la hausse est moins forte dans le Tarn sur ces 6 dernières années ; l'augmentation y est notamment plus faible qu'ailleurs pour les 26-49 ans.

Croissance de la demande d'emploi depuis fin 2007 (Cat ABC)



Source DIRECCTE, Pôle-emploi Catégories ABC - données CVS - Indice base 100 décembre 2007

En 2013, l'évolution de la demande d'emploi a de nouveau été plus défavorable aux hommes et aux seniors. Pour les hommes, la demande d'emploi progresse de 3 points de plus que celle des femmes ; l'écart avait été de 2 points l'année précédente. Depuis fin 2007, la hausse de la demande d'emploi s'établit à 83 % pour les hommes contre 54 % pour les femmes. Au niveau national, la situation s'est également dégradée plus fortement pour les hommes, que ce soit en 2013 ou sur une période plus longue, même si l'écart est nettement plus marqué en Midi-Pyrénées. La région se caractérise notamment par une dégradation importante et prolongée de l'emploi dans le domaine de la construction, secteur où l'emploi est essentiellement masculin, ce qui peut expliquer en partie par la baisse importante pour les hommes en Midi-Pyrénées. Les femmes demeurent cependant nettement plus nombreuses parmi les demandeurs d'emploi (52,3 % dans la région) qu'au niveau national (50,1 %) ; leur taux d'activité plus élevé au niveau régional explique au moins partiellement ce constat.

La demande d'emploi a augmenté en 2013 pour toutes les tranches d'âge. Les jeunes ont cependant été relativement épargnés avec une hausse de 2,8 % sur l'année, soit 4 points de moins que l'année précédente. La demande d'emploi des jeunes diminue même au second semestre de 1,2 %, en particulier pour les jeunes femmes. À l'inverse, la demande d'emploi des seniors continue à fortement progresser, même si les 13,2 % de hausse annuelle constituent l'une des plus faibles hausses des 6 dernières années. Depuis fin 2007, le nombre de seniors à la recherche d'un emploi est passé de 22 000 à 52 000 fin 2013 : la suppression de la dispense de recherche d'emploi et l'allongement de la durée de cotisation contribuent à cette forte dégradation. La majorité des demandeurs d'emploi ne sont toutefois ni jeunes ni seniors, ils ont entre 26 et 49 ans : leur nombre progresse de 6,7 % en 2013. Même si depuis le début de la crise ils ont moins été touchés par la hausse de la demande d'emploi, cette dernière a progressé de 53 % depuis décembre 2007 (+ 62 % pour les jeunes, + 131 % pour les seniors).

À fin 2013, 40 200 demandeurs d'emploi bénéficient du droit payable au RSA, soit 16,4 % des demandeurs d'emploi en catégories ABC. Leur nombre progresse plus fortement que celui des non-bénéficiaires (respectivement + 16,4 % contre + 5,7 %). La plus forte progression concerne ceux qui cumulent RSA socle et activité (+ 19,3 %), ils sont 15 % des bénéficiaires du RSA à être dans ce cas. A fin 2013, 19 % des demandeurs d'emploi touchant le RSA ne perçoivent que le RSA activité (+ 11,9 % durant l'année), les deux-tiers n'ont que le RSA socle (+ 17,1 %).

Définitions

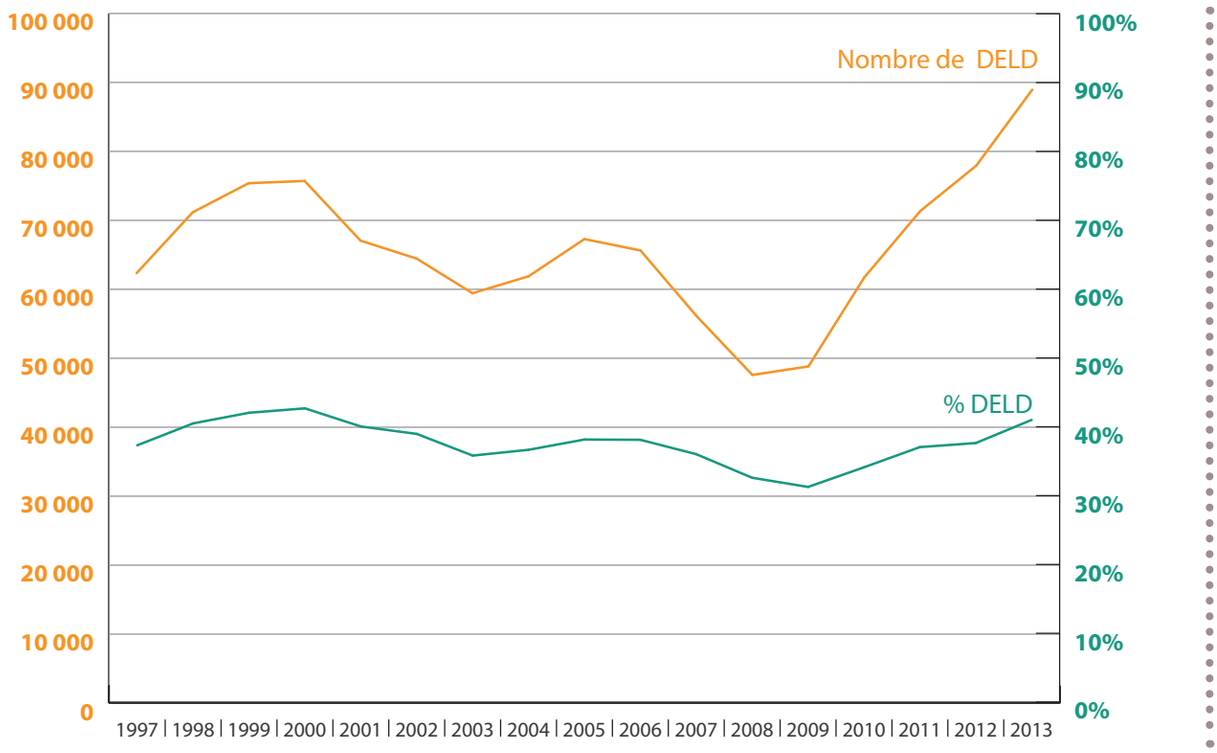
Le RSA est une allocation destinée à porter les ressources du foyer au niveau d'un revenu garanti.
Il existe trois composantes de RSA :
le RSA socle seul, le RSA socle et activité, le RSA activité seul.

- **Le RSA socle** seul bénéficie aux foyers qui n'ont pas de revenu d'activité, il est égal à un montant forfaitaire.
- **Le RSA socle et activité** bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire (intervenant dans le calcul de la prestation et dépendant de la composition du foyer).
- **Le RSA activité** seul bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire.

À fin 2013, 99 600 demandeurs d'emploi de catégories ABC sont inscrits depuis plus d'un an, soit 41 % du total de ces catégories. Cette proportion ne cesse de progresser depuis le début de la crise : elle n'était que de 31 % fin 2008. La plus forte progression concerne les inscrits depuis plus de 2 ans (51 700), en hausse de 19 % en 2013.

La demande d'emploi de longue durée concerne plus d'un senior sur deux (58 %), même si près des deux-tiers des demandeurs d'emploi de longue durée sont âgés de 26 à 49 ans. Le phénomène touche également plus fréquemment les femmes que les hommes, ceci quel que soit l'âge. En 2013, c'est encore les seniors qui ont connu la plus forte hausse avec une augmentation de 17 % du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (+ 23 % pour ceux inscrits depuis au moins 2 ans). Alors qu'un demandeur d'emploi sur cinq a au moins 50 ans, la proportion est deux fois plus importante chez les demandeurs d'emploi de très longue durée.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée en Midi-Pyrénées (données CVS)



Données CVS - Source DIRECCTE, Pôle-emploi

La demande d'emploi des jeunes a globalement progressé de 2,7 % en 2013. Si la demande d'emploi a reculé en 2013 pour les non-bacheliers de moins de 25 ans, elle a fortement augmenté pour les jeunes les plus diplômés. Cette évolution va dans le même sens que celle déjà observée en 2012 ou sur une plus longue période : la demande d'emploi des jeunes a progressé depuis le début de la crise de 50 % pour les non-bacheliers, de 78 % pour les bacheliers et jusqu'à 91 % pour les niveaux de formation les plus élevés. L'élévation générale du niveau de formation de la population et les mesures pour l'emploi davantage ciblées sur des publics jeunes peu diplômés peuvent constituer les premiers éléments d'explication de cet écart d'évolution.

Cependant, la durée d'inscription des jeunes à Pôle emploi est inversement proportionnelle à leurs niveaux de formation. Ce constat se retrouve également pour les autres tranches d'âge, que ce soit pour les demandeurs d'emploi de 26 à 49 ans ou bien les seniors. Ainsi un demandeur d'emploi bachelier est inscrit en moyenne depuis 16 mois contre 18 mois pour un non-bachelier. De la même manière, la proportion des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an est de 39 % pour les bacheliers, tandis qu'elle atteint 43 % pour les non-bacheliers.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans par niveau de formation (cat. ABC)

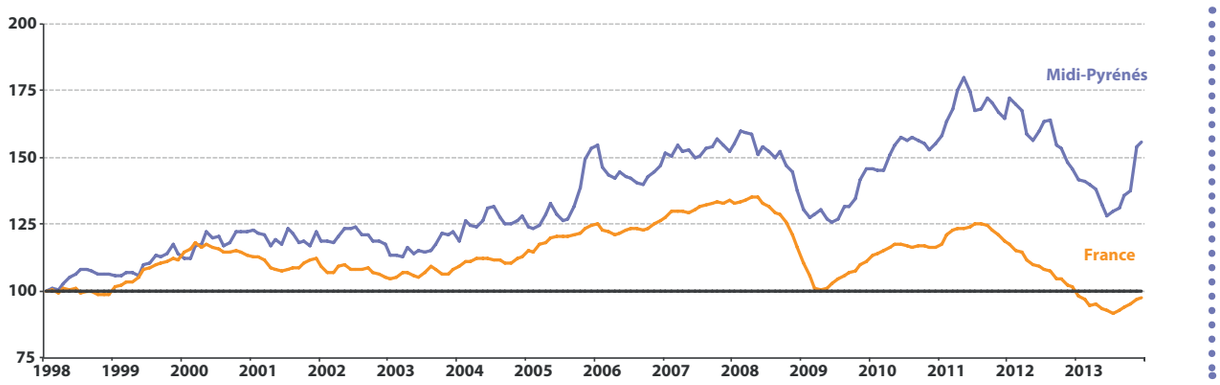
	Niveau I ou II *(diplôme de 2e ou 3e cycle, diplôme de grandes écoles)*	**Niveau III** *(diplôme de type bac + 2 ans : DUT, BTS, etc.)*	**Niveau IV** *(sortie de terminales ou d'études après bac sans diplôme supérieur)*	**Niveau V** *(sortie du second cycle du second degré ou de dernière année de cycles professionnels)*	**Niveau Vbis** *(sortie de 3e et de classes de second cycle court avant la dernière année)*	**Niveau VI** *(sortie du premier cycle du second degré avant l'année terminale et des formations professionnelles)*	**TOTAL**
Nombre à fin 2013	**3 112**	**4 245**	**11 766**	**14 627**	**2 606**	**1 749**	**38 127**
Évolution 2013	**+15,9 %**	**+2,1 %**	**+8,1 %**	**-2,6 %**	**-1,6 %**	**+1,6 %**	**+2,7 %**
Évolution depuis fin 2007	+90,9 %	+48,7 %	+88,7 %	+49,8 %	+44,8 %	+50,6 %	+61,4 %

Données brutes - Source DIRECCTE, Pôle-emploi

LES OFFRES COLLECTÉES PAR PÔLE EMPLOI

Recul des offres d'emploi malgré une amélioration en fin d'année

Évolution des offres en base 100 depuis fin 2007



Données CVS, base 100 en glissement sur 3 mois, Source Pôle Emploi

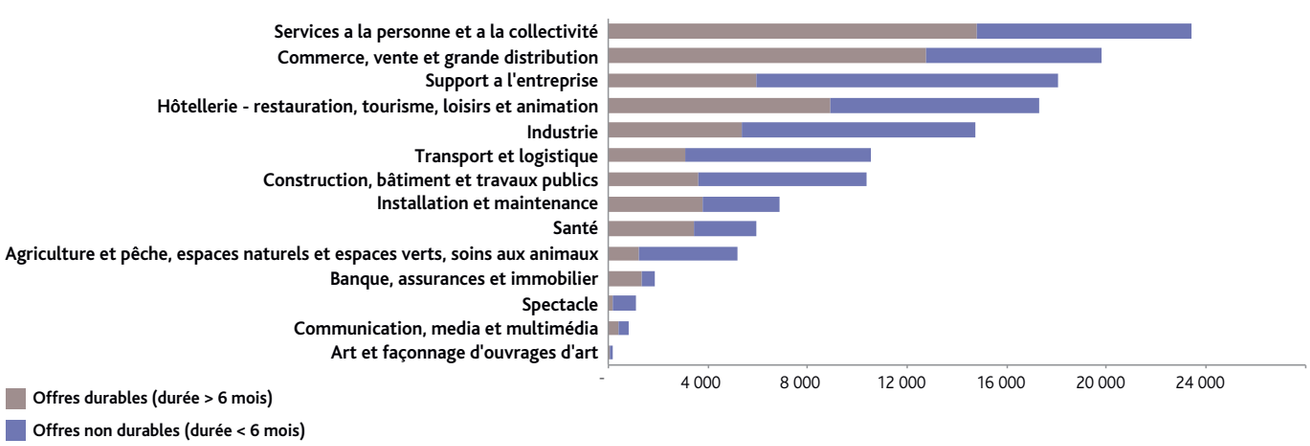
En 2013, plus de 136 250 offres ont été collectées par Pôle emploi Midi-Pyrénées, soit 11,4 % de moins qu'en 2012. Les offres d'emploi s'inscrivent en retrait même si la fin d'année présente une amélioration. Les besoins de recrutement des entreprises se traduisent essentiellement par des offres d'emploi durables (durée de plus de 6 mois), temporaires (durée comprise entre 1 et 6 mois) et moins sur des offres d'emploi occasionnelles : respectivement 48 %, 38 % et 14 % des offres de la région. Le repli des offres concerne en premier lieu les contrats temporaires avec une baisse de 20,3 % suivis par les contrats durables avec - 5,2 %. Parmi les contrats durables, les contrats à durée indéterminée sont particulièrement impactés avec un recul de 15,4 %. Enfin, les contrats occasionnels (durée de moins d'un mois) connaissent également une baisse (-3,5 % en cumul sur un an).

L'ensemble des départements enregistrent une baisse du nombre d'offres d'emploi mais dans des proportions différentes. Le Lot, le Tarn et le Tarn-et-Garonne sont les plus impactés avec des diminutions qui atteignent respectivement -18,3 %, -15,5 % et -15,1 % en cumul annuel. L'Ariège est le département de Midi-Pyrénées où le repli des offres est le moins marqué (-0,9 %). La Haute-Garonne, qui concentre plus de la moitié des offres de la région, n'est pas épargnée et affiche une diminution de -11,3 %.

Près de 6 offres d'emploi sur 10 proviennent de cinq domaines professionnels : les services à la personne, le commerce, l'hôtellerie, le support aux entreprise et l'industrie. En 2013, seuls les domaines des supports à l'entreprise et du spectacle présentent une hausse du nombre d'offres d'emploi en cumul sur un an. A l'inverse, l'agriculture et l'industrie figurent parmi les domaines où le recul des offres est le plus sensible.

La part des offres durables varie d'un domaine professionnel à un autre. Elle est, compte tenu de l'activité, plus faible dans le spectacle (14 % des offres) mais nettement plus élevée dans les domaines de la banque (70 %), du commerce (64 %) ou bien des services à la personne (63 %).

Nombre d'offres d'emploi collectées en 2013 par pôle emploi par domaine professionnel



ZOOM
métiers en tension

La notion de tension permet de mettre en évidence les métiers pour lesquels les établissements peinent à recruter.

Ces difficultés concernent notamment des métiers peu attractifs (déficit d'image, conditions de travail particulières, pénibilité...) ou bien dont le niveau de qualification demandé par les entreprises n'est pas en adéquation avec les qualifications des demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi.

Les tensions sont fortement liées aux spécificités sectorielles de chaque bassin d'emploi, toutefois certaines familles professionnelles se révèlent être en tension sur l'ensemble des territoires.

Parmi les métiers qui peinent à recruter, cinq familles professionnelles se dégagent: l'hôtellerie-restauration (personnel de cuisine ou animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents...), les services à la personne (services domestiques, assistance auprès d'enfants), le transport-logistique (magasinage et préparation de commandes), la santé (soins d'hygiène, de confort du patient...) et enfin l'installation et la maintenance (mécanique automobile...).

Méthodologie :

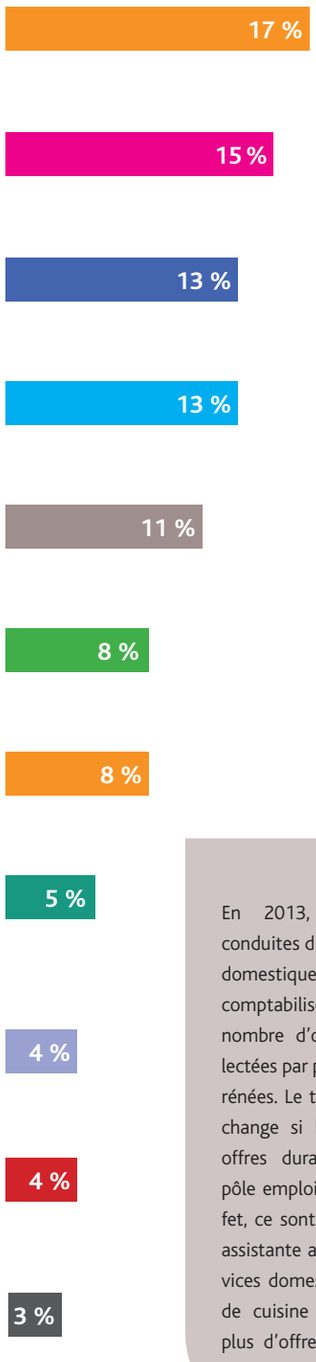
Pour chaque métier, cette tension est définie à partir d'un indicateur composite. Ce dernier prend en compte les difficultés de recrutement des entreprises identifiées par l'enquête annuelle sur les besoins en main d'œuvre (source Pôle emploi) et intègre également deux ratios: le rapport entre les offres collectées par Pôle emploi et les inscriptions des demandeurs d'emploi ainsi que le rapport entre les offres collectées et le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois.

Les trois métiers enregistrant le plus d'offres par domaine professionnel

Libéllé	Volume	% offres durables
Services a la personne et a la collectivité :	**23 400**	**63 %**
Services domestiques :	4 198	64 %
Nettoyage de locaux :	3 762	38 %
Assistance auprès d'enfants :	3 699	89 %
Commerce, vente et grande distribution :	**19 794**	**64 %**
Coiffure :	1 882	86 %
Relation commerciale grands comptes et entreprises :	1 782	94 %
Téléconseil et télévente :	1 667	50 %
Support a l'entreprise :	**18 045**	**33 %**
Conduite d'enquêtes :	7 288	0 %
Secrétariat :	1 851	61 %
Comptabilité :	1 507	57 %
Hôtellerie - restauration, tourisme, loisirs et animation :	**17 309**	**51 %**
Personnel de cuisine :	3 670	60 %
Service en restauration :	2 884	51 %
Animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents :	2 720	41 %
Industrie :	**14 747**	**36 %**
Conduite d'équipement de production alimentaire :	2 491	7 %
Conduite d'équipement d'usinage :	1 178	47 %
Ajustement et montage de fabrication :	1 071	39 %
Transport et logistique :	**10 572**	**29 %**
Magasinage et préparation de commandes :	3 962	18 %
Conduite de transport de marchandises sur longue distance :	2 184	39 %
Conduite et livraison par tournées sur courte distance :	1 050	49 %
Construction, bâtiment et travaux publics :	**10 363**	**35 %**
Maçonnerie :	1 104	37 %
Préparation du gros œuvre et des travaux publics :	845	13 %
Installation d'équipements sanitaires et thermiques :	771	42 %
Installation et maintenance :	**6 870**	**55 %**
Mécanique automobile :	1 374	58 %
Maintenance des bâtiments et des locaux : -	1 322	52 %
Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation :	754	62 %
Santé :	**5 941**	**58 %**
Soins d'hygiène, de confort du patient :	1 777	54 %
Personnel polyvalent des services hospitaliers :	1 473	60 %
Soins infirmiers généralistes :	803	55 %
Agriculture et pêche, esp. naturels et esp. verts, soins aux animaux :	**5 206**	**23 %**
Entretien des espaces verts :	925	42 %
Aide agricole de production légumière ou végétale :	817	3 %
Aide agricole de production fruitière ou viticole :	677	1 %
Autres :	**3 997**	**50 %**
Art dramatique :	737	1 %
Transaction immobilière :	553	80 %
Conseil clientèle en assurances :	462	77 %

Source Pôle emploi, offres d'emploi enregistrées en 2013

Répartition des offres d'emploi par domaine professionnel



En 2013, les métiers de conduites d'enquête, de services domestiques et de magasinage comptabilisent le plus grand nombre d'offres d'emploi collectées par pôle emploi Midi-Pyrénées. Le top trois des métiers change si l'on s'intéresse aux offres durables déposées aux pôle emploi de la région. En effet, ce sont les métiers comme assistante auprès d'enfants, services domestiques et personnel de cuisine qui enregistrent le plus d'offres d'emploi durables en 2013.

LES PRINCIPALES INTERVENTIONS DE L'ÉTAT

L'essor des Emplois d'Avenir contraste avec le recul des Contrats Unique d'Insertion

Le dispositif des emplois d'avenir (EAV) est entré en vigueur le premier novembre 2012 pour les jeunes entre 16 et 25 ans (30 ans pour les jeunes reconnus travailleurs handicapés) pas ou peu qualifiés et en recherche d'emploi depuis au moins 6 mois dans les 12 derniers mois. Les jeunes résidant dans les territoires dans lesquels existent des difficultés particulières d'accès à l'emploi et en recherche d'emploi depuis au moins 12 mois dans les 18 derniers mois sont aussi éligibles aux emplois d'avenir.

En 2013, 16 000 CUI sont signés en Midi-Pyrénées, soit 2 200 de moins que l'année précédente. Ce recul est à rapprocher de l'essor des Emploi d'Avenir avec 4 000 contrats enregistrés en 2013.

Les jeunes bénéficient de 1 000 contrats aidés de plus en 2013 qu'en 2012 : le recul du nombre de CUI se fait exclusivement sur les jeunes âgés de 25 ans ou moins (2 800 contrats de moins qu'en 2012), mais ce même public concentre la quasi-totalité des 4 000 emplois d'avenir. La hausse est également notable pour les 26-35 ans alors que les entrées en contrats restent stables au-delà de 35 ans (la moitié des CUI sont concernés mais aucun emploi d'avenir). Les deux-tiers des CUI sont signés par des femmes, c'est le cas d'un peu plus de la moitié des emplois d'avenir : cette différence s'explique par le poids de l'éducation nationale où les bénéficiaires sont à 90 % des femmes. Les hommes sont plus nombreux dans le secteur marchand, que ce soit dans les CUI ou les emplois

d'avenir ; à l'inverse les femmes sont largement majoritaires dans le secteur non marchand. Les publics faiblement qualifiés sont proportionnellement plus nombreux dans les dispositifs d'emploi d'avenir que dans les CUI. Les non-bacheliers représentent ainsi 3/4 des bénéficiaires des emplois d'avenir et la moitié des CUI. À l'inverse, le CUI est plus fréquemment destiné aux demandeurs d'emploi de longue durée. En effet, les EAv sont destinés aux moins de 25 ans (qui ne restent pas durablement demandeurs d'emploi), alors que le CUI cible les demandeurs d'emploi ayant des difficultés d'accès à l'emploi parmi lesquels les seniors (une bonne partie d'entre eux sont demandeur d'emploi de longue durée).

Les CUI, comme les emplois d'avenir, sont à environ 85 % réalisés dans le secteur non marchand. En 2013, le recul des CUI a concerné exclusivement le secteur non marchand alors qu'à l'inverse le nombre de contrats du secteur marchand a légèrement progressé. Les associations sont les principales bénéficiaires des contrats aidés (40 % des CUI et 34 % des EAv) : les communes emploient un quart des emplois d'avenir, soit une proportion bien plus importante que pour les CUI. À l'inverse, les lycées et collèges sont les seconds employeurs de CUI alors qu'ils n'ont quasiment aucun emploi d'avenir.
Les deux-tiers des emplois d'avenir sont signés pour 3 ans, la plupart des autres étant sur une durée d'un an renouvelable. Plus de la moitié des CUI sont signés pour un an, la majorité des autres pour 6 mois.

L'emploi d'avenir est soumis à la mise en place d'un accompagnement et d'une formation du bénéficiaire. Ainsi le contrat prévoit un accompagnement du bénéficiaire du contrat dans 96 % des emplois d'avenir (84 % des CUI). La moitié des emplois d'avenir incluent une action qualifiante contre 20 % des CUI. Les trois-quarts des emplois d'avenir sont accompagnés d'une adaptation au poste de travail, c'est le cas des deux-tiers des CUI. L'acquisition de nouvelles compétences est prévue dans 84 % des Eav et 67 % des CUI.

	CAE - CUI non marchand	CIE - CUI marchand	EAv marchand	EAv non marchand
Nombre de contrats enregistrés	**13 817**	**2 168**	**637**	**3 352**
Durée des contrats				
Au plus 6 mois	38,4%	24,1%		
7 à 12 mois	60,7%	75,8%	11,6 %	23,2 %
Plus de 12 mois	0,9%	0,1%	88,4 %	76,8 %
Statut de l'employeur				
Dont Association	46,5%	1,3%	0,3 %	39,9 %
Établissement public d'enseignement	24,4%			0,2 %
Commune	11,3%			27,4 %
Établissement sanitaire public	8,8%			11,0 %
Profil des bénéficiaires				
Femmes	69,4%	42,9%	38,5 %	56,4 %
25 ans et moins	22,0%	28,0%	97,2 %	98,3 %
26 à 50 ans	57,6%	48,7%	2,8 %	1,7 %
plus de 50 ans	20,4%	23,3%	0,0 %	0,0 %
Niveau de formation				
Au moins Bac + 2	24,8%	24,5%	5,8 %	5,1 %
Bac ou Brevet technicien	27,1%	26,1%	23,7 %	21,5 %
Inférieur à Bac	48,2%	49,4%	70,5 %	73,4 %

Source : ASP

Moindre repli de l'alternance en Midi-Pyrénées qu'en France

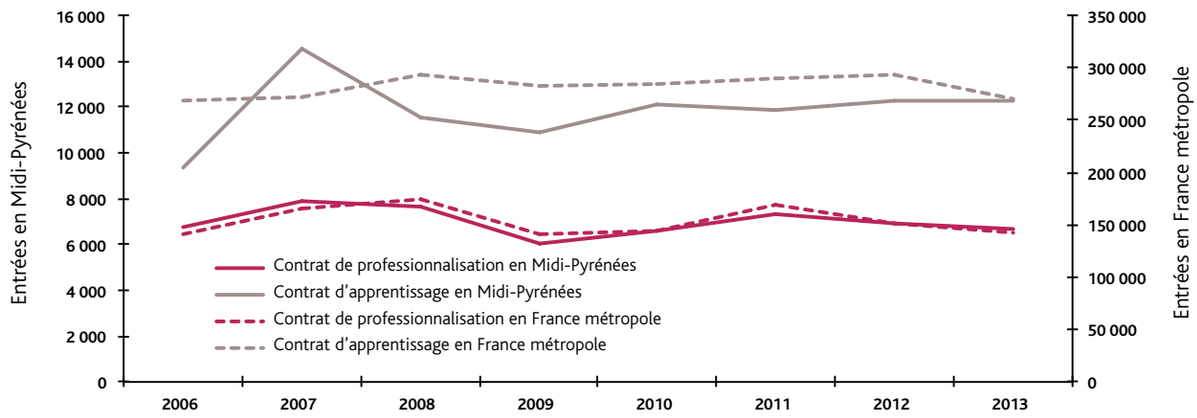
La formation en alternance est un moyen privilégié pour faciliter l'insertion des jeunes sur le marché du travail à travers le contrat de professionnalisation ou d'apprentissage. En 2013, les 12 300 nouveaux apprentis de la région ont été aussi nombreux que l'année précédente alors que le recul atteint 8 % en France. En Midi-Pyrénées, les contrats enregistrés par les chambres des métiers et de l'artisanat repartent à la hausse à l'inverse de ceux enregistrés par les chambres de commerce et d'industrie.

Les entrées en professionnalisation diminuent de nouveau en Midi-Pyrénées, mais moins fortement qu'au niveau national (respectivement -4 % et - 5 %). Le recul s'accentue dans la construction avec 500 contrats enregistrés en 2013 (environ 800 en 2010 et 2011). Le tertiaire concentre toujours l'essentiel des contrats (4 900) malgré un recul pour la seconde année consécutive. À l'inverse, plus de 1 200 contrats ont été enregistrés dans l'industrie, en forte progression par rapport aux années antérieures. Les jeunes signent toujours les trois-quarts des contrats de professionnalisation. La part de ce public a même tendance à légèrement progresser. En 2013, 29 % des nouveaux contrats ont été signés par des demandeurs d'emploi, 31 % par des étudiants ou des scolaires. Enfin, la plupart des contrats ont lieu dans des unités de moins de 50 salariés, même si la part des contrats effectués dans les établissements de plus de 500 salariés augmente.

	Évolution 2012-2013	Évolution 2007-2013	Évolution 2009-2013
Midi-Pyrénées			
Contrat de professionnalisation en Midi-Pyrénées	-3,8 %	-16,2 %	+9,9 %
Contrat d'apprentissage en Midi-Pyrénées	+0,1 %	-15,5 %	+12,5 %
France Métropole			
Contrat de professionnalisation en France métropole	-5,2 %	-14,0 %	+1,3 %
Contrat d'apprentissage en France métropole	-8,1 %	-1,1 %	-4,8 %

Source: Unités Territoriales de la Direccte – Extrapro

Évolution des contrats en alternance



Source: Unités Territoriales de la Direccte – Extrapro

Forte progression du chômage partiel suite aux intempéries de juin 2013

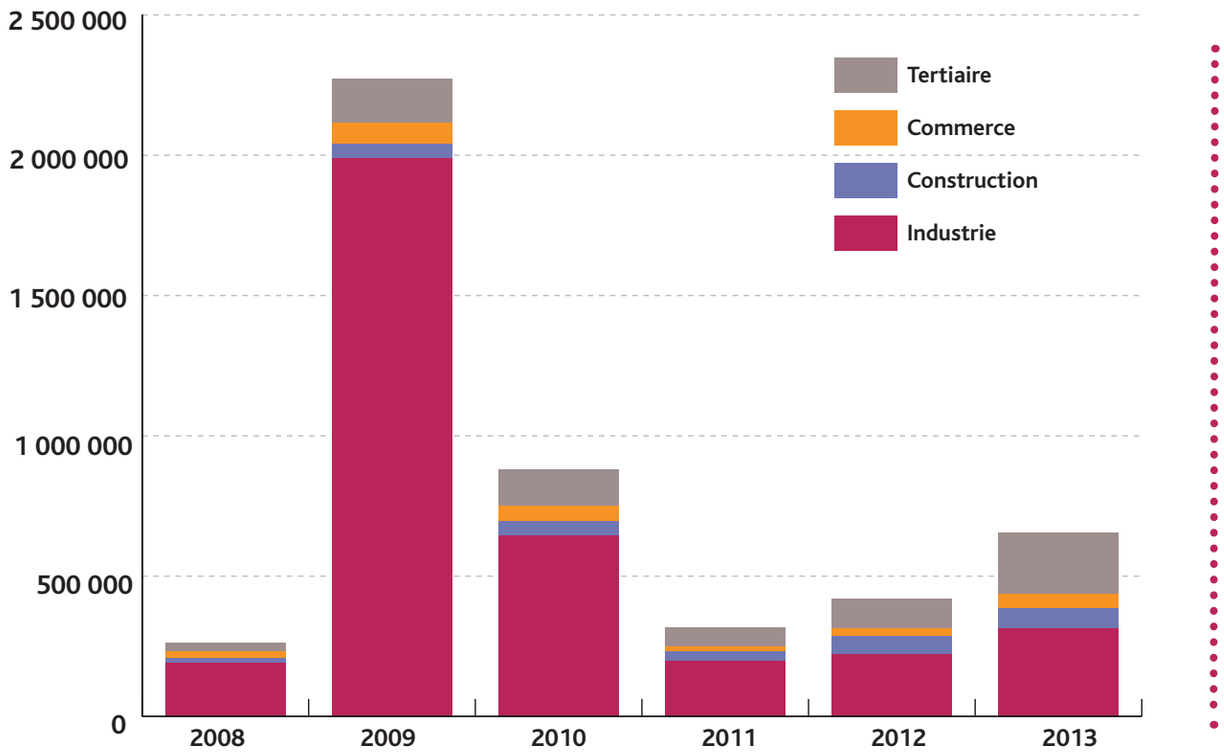
En 2013, le chômage partiel poursuit sa hausse en Midi-Pyrénées. Près d'un millier d'établissements ont obtenu l'autorisation de recourir au dispositif en 2013 pour 3 millions d'heures. La moitié des autorisations sont accordées dans les établissements industriels, ces derniers ne regroupant qu'un quart des demandes. En moyenne par établissement, l'autorisation porte sur 4 200 heures de chômage partiel dans l'industrie, soit près du double de la construction et 4 fois plus que dans le tertiaire. Cet écart s'explique certainement par la taille importante des établissements de l'industrie.

Il existe un fort décalage entre les anticipations de baisse d'activité des chefs d'entreprise et les heures réellement chômées : selon les années, entre 25 % et 45 % du chômage partiel autorisé est vraiment utilisé, 2013 se situant plutôt en bas de cette fourchette.

Avec 660 000 heures consommées, la région enregistre une hausse de 56 % des heures non travaillées par rapport à 2012. Elles ont doublé en 2 ans mais demeurent inférieures de 72 % au record de 2009. L'industrie, pour la première fois depuis le début de la crise, a utilisé moins de la moitié des heures en Midi-Pyrénées. Le tertiaire est le secteur ayant le plus augmenté son recours au chômage partiel avec notamment un doublement dans le commerce.

La progression du chômage partiel s'explique en grande partie par les intempéries de juin 2013 avec des inondations qui ont fortement impacté les activités touristiques (hôtellerie-restauration, mais aussi commerce) et industrielles dans les Hautes-Pyrénées et la Haute-Garonne dans une moindre mesure. Ces 2 départements expliquent à eux seuls 90 % de la progression régionale. Le chômage partiel a même dépassé le niveau de 2009 dans les Hautes-Pyrénées, avec 180 000 heures non travaillées. Le Tarn est le 3e département de la région faisant le plus appel à ce dispositif avec 120 000 heures en 2013, soit plus que l'Ariège, l'Aveyron, le Gers et le Lot réunis.

Consommation d'heures de chômage partiel en Midi-Pyrénées



Source: Sinapse, calculs Direccte

Retrouvez cette brochure sous format électonique sur les sites internet :

www.observatoire-emploi-mp.fr
Rubrique Conjoncture > Bilan économique annuel

www.midi-pyrenees.direccte.gouv.fr
Rubrique Etudes et statistiques > Publications > Marché du travail Midi-Pyrénées

Bilan
du marché du travail en **2013**

région **Midi-Pyrénées**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
MIDI-PYRÉNÉES

pôle emploi

Bilan du marché du travail en 2013 - Région Midi-Pyrénées

Pôle emploi Midi-Pyrénées - Direccte Midi-Pyrénées
Directeurs de la publication : Frédéric Toubeau (Pôle emploi) - Catherine D'Hervé (Direccte)
Rédaction : Dominique Fiche et Joël Dubois (Direccte), Pierre Brossier et Hanane El larhrib (Pôle emploi)

Crédit photographiques : © Pôle emploi ©Shutterstock
Conception et réalisation : Direccte - Pôle emploi
Mise en page : ogham- Impression : GROUPE REPRINT